

# **LA SCIENCE POLITIQUE ET SES MÉTHODES**

Ouvrage publié sous la direction de Camille Froidevaux-Metterie

**Collection Coursus Sciences politiques :**

Éric Ghérardi, *Constitutions et vie politique de 1789 à nos jours*, 2013

Leonardo Morlino, *Introduction à la politique comparée*, 2013

Pierre Sicard, *Les partis et la vie politique aux États-Unis*, 2012

Thomas Lindemann, *La guerre. Théories, causes, règlements*, 2010

Ali Kazancigil, *La Gouvernance. Pour ou contre le politique ?*, 2010

Pierre de Senarclens, Yohan Ariffin, *La politique internationale. Théories et enjeux contemporains*, 2010

# LA SCIENCE POLITIQUE ET SES MÉTHODES

YVES SUREL

Illustration de couverture : Pierre-André Gualino  
Maquette de couverture : Hokus Pokus créations  
Mise en pages : Bellepage

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du

Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Armand Colin, 2015

Armand Colin est une marque de  
Dunod Éditeur, 5 rue Laromiguière, 75005 Paris  
ISBN : 978-2-200-24608-2

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

# REMERCIEMENTS



Ce livre doit beaucoup à plusieurs personnes que je souhaiterais remercier ici. Il n'aurait jamais vu le jour sans la proposition qui m'a été faite par Camille Froidevaux-Metterie de l'écrire, une proposition dont je n'avais pas alors mesuré le sens et le poids. Il sort plusieurs années après avoir été initié grâce à la patience de mes interlocuteurs successifs chez Armand Colin, Stéphane Bureau, Odile Marion et Émilie Lerebours. Annoncé depuis trop longtemps, il a bénéficié dans cet intervalle flou des remarques intéressées et constructives d'un grand nombre de collègues, dont la liste serait trop longue et injuste. Ils retrouveront, dans le livre, certaines de leurs suggestions et observations, que je me suis pourtant souvent consciencieusement appliqué à ne pas suivre. Un grand merci aux étudiants du Master 1 de science politique de l'université de Paris 2 (Panthéon-Assas) qui suivent mon cours d'épistémologie et de méthodes depuis plusieurs années et dont les questions et remarques ont contribué à souligner les manques et les faiblesses de cet enseignement. Ce livre en corrige certaines, il en reste beaucoup.

Une dédicace pour finir à Pierre Favre, qui enseigna l'épistémologie à plusieurs générations de politistes à Sciences Po Paris, contribuant à rendre la discipline plus consciente d'elle-même. L'origine lointaine de ce manuel vient de là.



# SOMMAIRE

<b>Remerciements</b>	<b>5</b>
<b>Introduction</b>	<b>9</b>
<b>1   Qu'est-ce que la science politique ?</b>	<b>23</b>
1. Qu'est-ce que la science ? I25	
1.1. Le caractère particulier de la science I26	
1.2. Les propriétés de la démarche scientifique I29	
1.3. Le couple induction/déduction I33	
1.4. Des communautés spécifiques I40	
1.5. Sociologie des sciences I42	
2. La question de l'objet n'a pas d'objet I47	
2.1. Une variété de définitions possibles I47	
2.2. La question de l'objet a-t-elle un sens ? I49	
2.3. Deux types d'objets scientifiques I51	
2.4. Le « repérage » du politique I57	
3. Les différentes approches de la recherche en science politique I61	
3.1. Des ontologies et des épistémologies différentes I63	
3.2. Des méthodologies variées I68	
4. Science politique ou sociologie politique ? I73	
<b>2   Histoires et dynamiques de la science politique</b>	<b>177</b>
1. Les « histoires » de la science politique I79	
2. Des conditions de possibilité ? I81	
2.1. Les conditions d'une science sociale I83	
2.2. Les conditions d'une science politique I86	
3. La science politique aux États-Unis I89	
3.1. L'ère progressiste I89	
3.2. L'école de Chicago I91	
3.3. Le <i>behavioralism</i> I93	
3.4. Les « tables séparées » I97	
3.5. Choix rationnel et néo-institutionnalisme I101	
4. L'évolution de la discipline en France I108	
4.1. L'émergence de la science politique en France I109	
4.2. Une phase de structuration I112	
4.3. Entre institutionnalisation et éclatement I114	
4.4. La science politique aujourd'hui en France I116	
5. Des dynamiques communes ? I121	

### **3 Faire une recherche en science politique** **131**

1. Combien d'étapes à la recherche ? **136**
2. La construction de l'objet **141**
  - 2.1. Sur les conditions du choix **142**
  - 2.2. Sur le découpage et la construction de l'objet **146**
3. L'usage des concepts **153**
  - 3.1. Les dilemmes de l'élaboration conceptuelle **153**
  - 3.2. Des concepts « historiques » **158**
  - 3.3. L'opérationnalisation **161**
4. Le test empirique des hypothèses **163**
5. Écrire la science politique **167**

### **4 Méthodes qualitatives** **173**

1. La comparaison **178**
2. Les entretiens **187**
  - 2.1. Le nombre d'interrogés **189**
  - 2.2. L'identité de la personne interrogée **192**
  - 2.3. La posture du chercheur **194**
  - 2.4. Les formes d'entretien **198**
  - 2.5. Traitement de l'entretien : usage et écriture **201**
3. Les sources écrites **205**
4. Le process-tracing **211**
5. L'analyse contrefactuelle **217**

### **5 Méthodes quantitatives** **223**

1. La question centrale de l'échantillon et de la représentativité **228**
2. Les sondages **232**
3. Formalisation, relations causales et/ou corrélations **240**
  - 3.1. Penser en termes de causalité **240**
  - 3.2. Formalisation et mise en équation **244**
  - 3.3. Indépendance et covariance **246**
4. Des pistes pour la recherche quali-quantitative : la QCA de Ragin **253**

### **Conclusion** **263**

### **Index** **265**

### **Bibliographie** **269**



# INTRODUCTION

L'objet de ce livre n'est pas de présenter les principales notions de la science politique, pas plus que de traiter de manière exhaustive des recherches qui s'appliquent actuellement à mieux comprendre les comportements électoraux, les logiques des mobilisations collectives ou les processus de décision publique. Il y a désormais, y compris en français, un nombre important de manuels qui font une revue synthétique des débats et travaux récents [cf. en particulier pour quelques ouvrages en français [BRAUD, 2014 ; LAGROYE, FRANÇOIS et SAWICKI, 2012 ; NAY, 2014<sup>1</sup>]. Il ne s'agit pas non plus d'un ouvrage d'épistémologie au sens strict : on ne trouvera pas ici de présentation systématique des principaux axes de réflexion philosophique ou d'analyse sociologique de la science, et notamment des sciences sociales. Là encore, les ouvrages sont légion et on ne peut que renvoyer à quelques auteurs qui ont tenté de synthétiser ces littératures elles-mêmes pléthoriques [CHALMERS, 1990 ; GINGRAS, 2013 ; GORHAM, 2009, sur la science en général ; BERTHELOT, 2001 ; DELLA PORTA, KEATING, 2008 ; PASSERON, 2006, pour quelques ouvrages d'épistémologie générale des sciences sociales]. Pourtant, ce manuel ambitionne d'associer ces différents écrits pour fournir une introduction à l'épistémologie et aux méthodes de la science politique. Il vise par conséquent à présenter et à mettre en discussion certaines réflexions sur les caractéristiques et pratiques de la démarche scientifique, qui sont actuellement utilisées par les politistes.

---

1. Nous avons choisi de présenter les principales références en fin de volume. Elles n'apparaissent donc dans le corps du texte qu'entre crochets, tandis que les articles ou les ouvrages utilisés ponctuellement sont référencés en notes de bas de page.

On ne peut commencer ici cet ouvrage sur l'épistémologie et les méthodes de la science politique sans évoquer les livres et les articles nombreux que Pierre Favre a publiés sur la discipline. D'abord attaché à retracer l'histoire de la science politique [FAVRE, 1985 et 1989], Pierre Favre s'est intéressé par la suite dans un livre important, *Comprendre le monde pour le changer* [FAVRE, 2005], à certaines des spécificités de la science politique comme science du social et comme communauté professionnelle. Sa réflexion s'est développée également sur les particularités et les dilemmes de l'enseignement [FAVRE, LEGAVRE, 2000]. Enfin, l'ouvrage collectif réalisé en son hommage, *L'atelier du politiste*, reste sans doute l'un des meilleurs exemples récents d'analyse réflexive de la pratique de la science politique [FAVRE, FILLIEULE, JOBARD, 2007].

Les objectifs de ce manuel ne sont toutefois pas seulement d'effectuer une synthèse de ce qui a déjà été écrit. Son ambition, *a minima*, est d'abord de fournir aux étudiants et aux lecteurs intéressés quelques éléments de connaissance sur l'épistémologie de la science politique et sur ses méthodes, autrement dit de fournir une introduction aux conditions et aux modalités de production de connaissances scientifiques sur des objets politiques. Son lien avec un enseignement explique aussi que l'ouvrage tente de livrer quelques clefs sur les aspects pratiques d'une recherche de science politique dont les mémoires de Master constituent souvent la première manifestation pour ceux qui s'intéressent à la discipline, au point pour certains de vouloir devenir enseignant-chercheur. Dès lors, ce manuel vise également à présenter les caractéristiques et les problèmes attachés aux différentes méthodes utilisées et à permettre aux étudiants de satisfaire aux critères minimaux de production de résultats scientifiques.

Pour dire les choses de façon schématique, les attentes liées aux travaux des étudiants de Licence ou de Master (mini-mémoire, rédaction d'une note de recherche, mémoire de Master, etc.) sont de deux ordres : (1) d'abord, apprendre à associer la théorie et l'empirie, soit

parvenir à mobiliser conjointement des outils analytiques abstraits et des éléments factuels tirés de l'observation de faits passés ou contemporains en France et/ou dans d'autres pays ou aires géographiques ; (2) pouvoir, ensuite, respecter la cohérence logique et les modes d'exposition des données et des connaissances partagés par l'ensemble de la communauté scientifique à un instant donné. Cela suppose par conséquent d'appréhender la science politique telle qu'elle se fait, c'est-à-dire de procéder à une revue de la littérature et à une confrontation des données accumulées aux résultats antérieurs, de maîtriser plusieurs opérations qui rythment le travail d'enquête et ses modes de restitution, de décrire les faits, organisations ou processus étudiés de la façon la plus précise et rigoureuse possible, de mettre enfin en débat des conclusions et des propositions analytiques nouvelles ou amendées. C'est aussi à ces opérations que ce livre entend s'intéresser.

Enfin, dernier objectif, ce manuel a également pour ambition de répondre à quelques questions basiques posées à la science politique et à ceux qui la font, voire à certaines questions plus complexes qui ont pu déterminer ou influencent encore l'évolution de la discipline. Chaque politiste a dû se confronter à des interrogations banales relevant du sens commun ou dignes d'un dictionnaire des idées reçues. Dans le florilège infini de remarques plus ou moins bien intentionnées, on peut citer : « Vous faites de la science politique ? Si la politique était une science, ça se saurait... » ; « Vous êtes chercheur en science politique ? Chercheur, c'est bien, "trouveur", c'est mieux... » ; « Mais à quoi ça sert, la recherche en science politique ? À mieux faire de la politique ? ». Autant de questions qui laissent souvent sans voix et avec le sentiment vaguement déprimant d'un soupçon d'illégitimité.

## QUELQUES QUESTIONS INITIALES

Reformulées de façon plus sereine ou moins schématique, ces questions appellent à s'interroger sur les contours et contenus de la démarche scientifique. Qu'est-ce ainsi que la science et, de façon

spécifique, qu'est-ce qu'une science du politique ? Ces interrogations invitent d'abord à se pencher sur les caractéristiques et sur les limites éventuelles du savoir scientifique, notamment lorsqu'il s'applique à des objets politiques. Nous pouvons nous appuyer d'ores et déjà sur la proposition formulée par Pierre Favre dans l'ouvrage déjà cité, *Comprendre le monde pour le changer* : « en tant que science sociale, la science politique cherche à rendre compte scientifiquement de faits sociaux produits par des hommes situés dans le temps, vivant en société et qui agissent en vue de maîtriser leur avenir » [FAVRE, 2005, p. 12]. Et l'on verra dans la conclusion que ce manuel peut aussi être vu comme une longue exégèse de cette définition initiale.

Autre question fondamentale : en quoi la connaissance des objets politiques est-elle mieux assurée par la science politique que par d'autres sciences sociales, en particulier l'histoire, le droit, la sociologie, l'économie, l'anthropologie, voire par la littérature ? S'attaquer à cette question, c'est s'interroger sur les frontières plus ou moins formalisées et stabilisées qui délimitent et légitiment une discipline.

La science politique existe en effet pour partie parce que des enseignants-chercheurs sont recrutés par des procédures reconnues et mises en œuvre par l'État et les organismes d'enseignement et de recherche. Elle acquiert une visibilité et une légitimité tout à la fois académique et sociale, parce qu'elle est enseignée dans plusieurs cursus, discutée dans des centres de recherche ou des colloques, présentée aux autres universitaires, aux acteurs politiques et aux citoyens par des ouvrages, par des articles dans des revues spécialisées ou dans la presse, par les interviews que donnent les politistes. Cette indépendance relative et cette reconnaissance n'ont cependant pas toujours été établies et elles ne le sont pas nécessairement dans d'autres cadres académiques et politiques.

Robert Keohane, l'un des politistes américains les plus influents de ces dernières années, établit à ce titre un lien historique et presque ontologique entre la démocratie et la science politique que l'on s'at-

tachera à illustrer et à questionner<sup>1</sup>. Ce manuel entend par conséquent donner des éléments de réponse ou reformuler certaines questions propres à la discipline : par l'évocation tout d'abord des différentes trajectoires qui ont vu se constituer progressivement la « science politique », en particulier aux États-Unis et en France ; par la mise à jour ensuite des relations privilégiées et parfois conflictuelles qu'elle entretient avec d'autres disciplines dont l'influence ou les prétentions hégémoniques varient d'un contexte à l'autre (la sociologie et le droit pour le cas français ; l'économie aux États-Unis) ; par une interrogation constante sur ce qui peut légitimement fonder les « frontières » de la discipline dans des lieux ou des époques spécifiques.

Ces éléments en appelleront d'autres attachés aux opérations concrètes par lesquelles les politistes produisent des résultats et des analyses. On pourrait ici formuler la question suivante : sachant que les systèmes politiques sont tous différents les uns des autres, peut-on faire autre chose que de décrire, de la manière la plus fine possible, les phénomènes observés ? Autrement dit, peut-on parler de généralisation et de cumulativité<sup>2</sup> de la connaissance, lorsque l'on s'attache à l'analyse de faits considérés comme politiques ? Répondre à ces questions, c'est s'attaquer au noyau dur de l'épistémologie d'une discipline, puisque c'est tenter de voir ce qui fonde (ou pas) l'originalité de ses modes de production et d'évaluation de la recherche, ce qui détermine les opérations de production des données et de test des hypothèses, ce qui justifie sa prétention à l'autonomie et ce qui structure la nature de ses relations avec les autres formes d'analyse du politique. Répondre à ces questions (ou peut-être tenter de les exprimer plus clairement) suppose de tenter de comprendre ce que nous savons et comment nous le savons, ce qui est sans doute l'une des définitions les plus simples que l'on puisse donner de l'épistémologie.

---

1. KEOHANE R., « Political Science as a Vocation », *PS : Political Science & Politics*, vol. 42, n° 2, 2009, p. 359-363.

2. Sur cette question de la cumulativité, on renverra à un numéro spécial de la *Revue Européenne des Sciences Sociales*, précisément consacré à ce thème, « La cumulativité des savoirs en sciences sociales », XLIII (131), 2005.

Enfin, la dernière série de questions structurantes pour ce manuel regarde les rapports que la science politique entretient avec l'espace politique et social où elle se développe et qu'elle étudie. Comment faire de la science politique sans donner son opinion sur les acteurs ou les enjeux politiques ? Peut-on s'abstraire du débat que l'on analyse et/ou que l'on contribue parfois à créer ? Quels effets peut-on espérer (ou craindre) des analyses produites sur le monde social et politique étudié ?

Les interrogations soulevées ici ont partie liée à ce que l'on nomme parfois « normativité ». Les scientifiques en général, et les politistes en particulier, sont aussi des individus socialement et institutionnellement situés ; ce sont des citoyens voire des militants engagés dans la défense de certaines causes ou dans des organisations collectives. Ces mêmes politistes ont par conséquent des convictions, des préférences, des aversions. Comment celles-ci sont-elles neutralisées ou prises en compte ?

La réponse ordinaire souvent adressée à cette question repose sur la notion de « neutralité axiologique » développée par Max Weber, en particulier dans son ouvrage *Le savant et le politique* [WEBER, 2002] ou dans ses *Essais sur la théorie de la science* [WEBER, 1992]. L'usage ordinaire et simpliste qui est parfois fait de cette notion, tient d'un objectivisme naïf, qui ferait de la science la source de vérités distinctes des croyances et affects relevant de la subjectivité. Cette position est non seulement un contresens à l'égard des écrits de Max Weber, mais elle représente également une posture inatteignable et non désirable. Elle souligne cependant que le discours scientifique ne peut s'abstraire d'une réflexion sur la place relative de la science dans la société, *a fortiori* lorsque cette science entend analyser certaines institutions, dynamiques et acteurs qui sont au cœur de la cité, comme le fait la science politique.

## ONTOLOGIE, ÉPISTÉMOLOGIE, MÉTHODOLOGIE

Pour commencer à mieux poser ces questions et tenter d'y répondre, il nous semble nécessaire de mettre en avant un certain nombre de

dimensions transversales qui sont essentielles à la compréhension du travail scientifique. Dans un ouvrage important publié récemment, *Approaches and Methodologies in the Social Sciences. A Pluralist Perspective* [2008], Donatella Della Porta et Michael Keating pointent plusieurs ensembles de problèmes et de dynamiques, qui condensent l'essence du travail scientifique, spécialement dans les sciences sociales (et donc en science politique). Pour eux, les dilemmes inhérents à la connaissance et à la pratique scientifiques s'organisent autour de trois dimensions essentielles, dont les modalités variables dessinent des conceptions différentes de la science : il s'agit successivement de la dimension ontologique, de la dimension épistémologique et de la dimension méthodologique [DELLA PORTA, KEATING, 2008].

a) La première question, sans doute la plus importante, a trait à la dimension ontologique et pourrait être formulée de la façon suivante : qu'est-ce que nous étudions ? La science est en effet fondamentalement un ensemble d'opérations intellectuelles et pratiques qui vise à comprendre le monde qui nous entoure. Mais, précisément, quel est ce monde qui nous entoure ? À quelles conditions peut-on le connaître ? Comment peut-on accéder au monde intelligible ?

Della Porta et Keating estiment que l'on peut rapporter les positions existantes à deux postures nettement distinctes, celle des réalistes et celle des nominalistes. Pour les réalistes, le monde est connaissable en tant qu'ensemble de phénomènes physiques dont l'existence est indépendante de la pensée humaine. La chaise sur laquelle vous êtes assis existe physiquement, elle a une matérialité indépendante de notre présence et de notre capacité à la nommer. De la même façon, nous savons qu'à un instant  $t$  des événements politiques se déroulent loin de nous et sont connaissables par le biais des informations qui nous sont transmises. Il ne nous reste plus dès lors qu'à trouver les catégories et les moyens les plus adéquats pour accumuler l'information la plus exhaustive possible, avant de la traiter pour produire nos connaissances.

Cette position « réaliste » est cependant jugée inopérante et fautive par certains. Pour les auteurs que Della Porta et Keating appellent « nominalistes », les objets n'existent au contraire et ne sont donc connaissables que par le biais des catégories que nous utilisons pour les nommer, catégories dont il ne faut pas méconnaître le caractère parfois ambigu et/ou arbitraire. La chaise n'est ici connaissable qu'à la condition d'être nommée par un terme plus ou moins arbitrairement adopté qui va servir à la « saisir » par la pensée comme un objet pratique de notre quotidien. Un phénomène politique, une manifestation par exemple, « n'existe » que dans la mesure où il est nommé par les acteurs concernés, mais également, du point de vue du chercheur, si et seulement si il correspond aux critères généralement admis. Ainsi, dans le *Lexique de science politique*, la manifestation est vue comme un « mode de protestation politique consistant à se rassembler et à défiler publiquement » [NAY, 2014, p. 335]. Les événements auxquels nous avons un accès indirect correspondent-ils alors à ces premiers éléments de catégorisation ou doit-on considérer qu'il s'agit d'une occupation plus ou moins durable d'un lieu public, comme ce fut le cas en Ukraine début 2014, place Maïdan à Kiev ?

Della Porta et Keating précisent que la difficulté à saisir le monde par des catégories « objectives » est bien plus grande en sciences sociales que dans les sciences exactes, où les désaccords sur les dénominations s'avèrent finalement périphériques. Il faut reconnaître que l'appréhension des phénomènes sociaux et politiques, parce qu'elle est « filtrée » par le sens que les acteurs eux-mêmes donnent à leurs actes et à leurs expériences, pose des problèmes particuliers. Ainsi, « dans les sciences sociales, il y a des divergences bien plus grandes pour ce qui est d'établir à quel degré le monde des phénomènes sociaux est réel et objectif, à quel point il serait doté d'une existence autonome, extérieure à l'esprit humain et indépendante de l'interprétation qui en est donnée par le sujet » [DELLA PORTA, KEATING, 2008, p. 22].



On ne reviendra que de loin en loin dans cet ouvrage sur ces désaccords fondamentaux, car nous nous concentrerons plus systématiquement sur les problèmes épistémologiques et méthodologiques les plus « ordinaires » auxquels les politistes doivent faire face. Mais nous verrons également que cette dichotomie entre réalistes et nominalistes forme une sorte de polarisation entre deux positions antagonistes qui admettent de multiples positions intermédiaires. Surtout, elle constitue une interrogation fondamentale, souvent oubliée ou négligée, alors même qu'elle détermine largement les deux autres dimensions épistémologique et méthodologique. Il est donc parfois utile de se souvenir de ces tensions essentielles dans tout travail scientifique.

b) La deuxième série de questions, qui découle de la précédente, concerne selon Della Porta et Keating la dimension épistémologique : établir ce que nous savons et comment nous produisons cette connaissance. Reprenant une définition classique de l'épistémologie, les auteurs rappellent en effet qu'il s'agit de rendre explicites et d'interroger « la nature, les sources et les limites de la connaissance » [Klein, cité *in* DELLA PORTA, KEATING, 2008, p. 22]. Or, parce qu'elles dérivent pour partie des oppositions fondamentales évoquées précédemment, les questions épistémologiques ont été là encore résolues en fonction d'une extrême variété de positions, que l'on évoquera dans le chapitre 1.

Par ailleurs, la connaissance scientifique est dépendante de catégories sociales ou politiques attachées à des contextes spécifiques. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, l'analyse du vote ne pourra avoir la même signification selon que l'on considère un régime démocratique consolidé, où le vote passe par des procédures routinisées, maîtrisées par les citoyens et contrôlées par des acteurs indépendants, ou, à l'inverse, un régime autoritaire où ces opérations électorales sont au contraire organisées et exploitées par le pouvoir en place.

Les réponses à ces questions épistémologiques sont souvent déroutantes et incertaines, on le verra. Il suffit pour l'instant de rappeler que

l'une des voies de résolution de ces problèmes est de tenter d'établir dans quelle mesure la connaissance scientifique relève d'opérations particulières qui la différencient d'autres formes, plus spontanées et moins formalisées, de connaissances. Della Porta et Keating pointent par exemple ce qui distingue la science de la croyance. La croyance se suffit à elle-même, elle n'a pas besoin d'être logiquement cohérente, ni empiriquement prouvée, alors que ces mêmes opérations intellectuelles sont fondamentales à l'établissement d'une connaissance scientifique. De la même façon, la science politique doit souvent cohabiter et « lutter » avec le sens commun, qui dit aussi des « choses » sur des sujets politiques (« Le Parlement ne sert à rien »...). Comment établir la différence entre ces savoirs spontanés et plus ou moins partagés et les résultats des recherches menées par les politistes sur les institutions parlementaires ?

Autre question relative à cette dimension épistémologique, le problème des dynamiques d'accumulation et d'évolution des connaissances. Existe-t-il quelque chose comme le progrès scientifique ou bien la science suit-elle des schémas non linéaires, voire régressifs ? Comment attester de la plus-value d'une recherche, non seulement dans le débat académique, mais également dans le débat public ? Dans bien des domaines, la réponse paraît assurée, comme par exemple en biologie, dont les avancées successives ont parfois des conséquences très concrètes sur la santé. À bien y regarder, les choses sont cependant plus compliquées. De nouvelles molécules ou de nouvelles technologies peuvent avoir de prime abord des conséquences positives sur des pathologies anciennes, mais leurs effets secondaires, plus ou moins immédiatement repérables, peuvent aussi donner le sentiment d'un danger croissant et difficilement maîtrisable.

Ces difficultés des sciences exactes ont des équivalents sans doute plus aigus dans les sciences sociales. À lire ainsi la description faite par Tocqueville dans ses *Souvenirs* des mœurs politiques

de son temps<sup>1</sup>, le politiste est parfois pris d'une certaine déprime qui le conduit à s'interroger sur la nécessité de répéter ce qui a déjà été (bien mieux) écrit sur la politique. La question de la cumulativité des connaissances est donc bien réelle, comme celle de l'application des résultats de recherche. Les travaux des spécialistes des politiques publiques présentent-ils par exemple un intérêt quelconque pour les décideurs ou faut-il y voir de vagues généralisations abstraites sans conséquences pratiques ? Répondre à ces questions, on le verra, c'est non seulement s'interroger sur le périmètre de la science, mais c'est également situer la place, toujours incertaine, qu'occupe la science dans les sociétés contemporaines.

c) La troisième et dernière dimension identifiée par Della Porta et Keating est d'ordre méthodologique. Elle repose sur l'examen des moyens, notamment techniques, mis en œuvre pour produire des connaissances. Car la pratique de la science suppose d'offrir des descriptions et des analyses qui reposent *a minima* sur deux ensembles d'opérations : la collecte des données ou la production de matériaux scientifiques, par lesquels les scientifiques accèdent à une connaissance la plus précise possible des phénomènes étudiés ; l'emploi de dispositifs et/ou techniques, qui permettent de confronter la théorie aux faits observés et de valider les hypothèses formulées à des fins d'explication. Les méthodes employées doivent ainsi permettre d'assurer à la recherche une *densité empirique*, attestée par la qualité et la quantité des informations fournies, mais également une *pertinence analytique* fondée sur la clarté des hypothèses formulées et la portée des explications proposées.

Cette troisième dimension est parfois prise à la légère, sans doute pour partie parce que l'exposition des méthodes confine parfois à une litanie rébarbative des protocoles de recherche adoptés et/ou à une description assez banale des « bricolages » méthodologiques mis en

---

1. DE TOCQUEVILLE A., *Souvenirs*, Paris, Gallimard, 1978.

pratique. La dimension méthodologique n'est toutefois pas la moins importante, car elle détermine la nature et la portée des connaissances scientifiques. Surtout, on s'aperçoit que les choix de méthode, plus ou moins conscients, ont des effets importants sur la production de la connaissance, car les résultats diffèrent selon les méthodes employées.

Le choix qui sera fait ici sera de présenter et de plaider pour un pluralisme méthodologique. Si les méthodes ne sont pas équivalentes et si leur usage est souvent conditionné par la nature des objets étudiés comme par les caractéristiques des théories ou hypothèses mobilisées, on s'aperçoit en effet bien souvent que c'est l'addition de perspectives et de données différentes qui permet une amélioration de la connaissance des faits observés. Pour ne s'arrêter brièvement qu'à un exemple célèbre, l'ouvrage de Graham Allison, *The Essence of Decision*<sup>1</sup>, il est clair que c'est la confrontation et la manipulation successive de trois perspectives de recherche différentes qui a permis d'arriver à une connaissance tout à la fois factuelle et analytique plus fine des caractéristiques de processus de décision qui ont rythmé la crise des missiles de Cuba. Or, chacune des perspectives adoptées supposait également de manipuler avec une intensité et selon des modalités différentes les archives consultées ou les entretiens effectués.

## PLAN DE L'OUVRAGE

Ces éléments de cadrage posés, ce manuel s'articulera en plusieurs chapitres qui déclinent certaines des dimensions évoquées précédemment. Comme l'indique son titre, il va porter pour l'essentiel sur les deux dernières dimensions, à savoir les questions épistémologiques et méthodologiques. À cela plusieurs raisons peuvent être avancées, comme tout d'abord le fait que la dimension ontologique, même si

---

1. ALLISON G., *The Essence of Decision*, Boston, Little Brown, 1971.

elle est essentielle, est une question philosophique éloignée de la pratique concrète de la science (politique).

Notre propos s'organise en cinq chapitres, qui vont des considérations épistémologiques aux choix méthodologiques. Le premier chapitre, « Qu'est-ce que la science politique ? », a pour objectif de préciser les caractéristiques fondamentales du raisonnement scientifique et quelques-unes des particularités habituellement attachées à la science politique. L'association de ces deux éléments relève d'une posture claire : la science politique est bien une science au double sens précité (ensemble de schémas intellectuels et communauté sociale diversement institutionnalisée), même si elle dispose de particularités qui sont liées à sa proximité avec d'autres sciences sociales et aux problèmes associés à l'analyse des phénomènes politiques.

Le chapitre 2 sera l'occasion de revenir sur la trajectoire historique, qui a vu s'autonomiser progressivement la science politique comme discipline à part entière. Deux « histoires » seront successivement traitées : d'abord, celle de la science politique américaine, qui reste le point d'ancrage dominant de la discipline aujourd'hui ; ensuite, celle de la science politique française dont la trajectoire particulière explique pour partie la configuration actuelle. Ce chapitre sera aussi l'occasion de traiter des « frontières » de la discipline et des conditions, toujours fragiles, de son fonctionnement.

Le chapitre 3 fera le lien entre ces considérations épistémologiques et les éléments méthodologiques qui suivront en s'intéressant aux opérations concrètes par lesquelles il est possible de « faire une recherche » en science politique. C'est sans doute là l'un des chapitres les plus directement attachés à considérer la science politique au concret, même si les problèmes soulevés et les quelques solutions proposées n'épuisent évidemment pas le sujet.

Enfin, les deux derniers chapitres offriront une présentation de certaines des méthodes les plus utilisées dans les recherches actuelles,

plaçant cette fois la focale sur la science politique en action. Parce qu'il s'agit d'un manuel qui se veut une introduction à la pratique de la discipline et à une littérature plus vaste, les méthodes seront présentées de manière volontairement synthétique et pratique. Pour les mêmes raisons, nous avons choisi de retenir l'opposition classique faite entre méthodes qualitatives et quantitatives.

# CHAPITRE 1

# QU'EST-CE QUE LA SCIENCE POLITIQUE ?

- 1. QU'EST-CE QUE LA SCIENCE ?**
- 2. LA QUESTION DE L'OBJET N'A PAS D'OBJET**
- 3. LES DIFFÉRENTES APPROCHES DE LA RECHERCHE EN SCIENCE POLITIQUE**
- 4. SCIENCE POLITIQUE OU SOCIOLOGIE POLITIQUE ?**

Si l'on admet que la science politique est régie par les règles et modalités de la démarche scientifique, comprendre ce que font les politistes, c'est tout d'abord saisir de façon plus générale ce qu'est la science [CHALMERS, 1990]. La science possède-t-elle des traits particuliers relativement stables qui lui confèrent une identité, un contenu et une légitimité historiquement et socialement reconnus ? Comment la définir et comment caractériser certaines des opérations ou des dynamiques qui lui sont attachées ? Pourquoi toute science paraît-elle liée *a minima* à deux éléments principaux : des schémas de pensée spécifiques, distincts d'autres formes de savoir ; l'existence de communautés plus ou moins stabilisées reconnaissant travailler sur des objets analogues avec des méthodes similaires ? Les premières sections de ce chapitre seront consacrées à l'examen de ces questions générales, dans la mesure où l'épistémologie de la science politique ne saurait être (totalement) séparée des autres disciplines scientifiques.

Pour autant, la science politique se singularise par bien des aspects. D'abord parce qu'en tant que science sociale du politique, elle appar-

tient à un sous-ensemble extrêmement vaste, les sciences humaines et sociales, qui partagent elles-mêmes des traits communs qui les distinguent de ce que l'on a coutume de désigner comme les sciences « exactes » (physique, biologie, chimie, etc.). Ensuite, parce qu'au sein même des sciences sociales, la science politique revendique parfois des façons de faire, des cadres analytiques et/ou des supports méthodologiques différents, soit une forme de singularité qui peut la constituer en discipline autonome.

Préciser les contours et les caractéristiques de la science politique consiste souvent à s'interroger sur les objets qui focalisent l'attention des politistes. Définir une discipline peut en effet être entendu comme la spécification de ses objets, dans le cas présent, les phénomènes et dynamiques du monde social qui relèvent plus directement de la sphère politique. Répondre à la question : « qu'est-ce que la science politique ? » peut alors dériver vers une question centrée sur son objet : « qu'est-ce que la politique ? ». La tâche, on le verra, est compliquée, et il n'est pas sûr que la question ait réellement de sens. Il est pourtant difficile de s'en détacher tout à fait, car la définition de l'objet est souvent vue comme d'autant plus nécessaire pour la science politique que celle-ci se voit parfois dénier toute originalité pour ce qui concerne les approches et méthodes couramment employées. Sa spécificité, son autonomie, son existence même, si elles ne peuvent être raisonnablement fondées sur un noyau dur épistémologique et méthodologique, pourraient donc être attachées à l'espace social qu'elle observe, soit les phénomènes politiques.

Pour traiter ces questions, nous allons nous attacher dans ce chapitre à quatre séries d'éléments.

- En nous intéressant tout d'abord à quelques questions d'épistémologie générale, qui servent de soubassements à la science politique comme à toute autre discipline scientifique (1).
- En montrant ensuite que la question d'un objet propre à la science politique n'est pas pertinente, car la constitution des objets est